

Préfecture
Service Interministériel des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau de la coordination et des enquêtes publiques

DÉCISION n° SIPPAT-BCEP-07-2019-100-001
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement après examen au cas par cas
sur le projet dénommé « Augmentation des capacités de stockage de catalyseurs » sur la
commune de La-Voulte-sur-Rhône

Le Préfet de l'Ardèche,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU la directive n° 2014/52/UE du 16 avril 2014 du parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU le décret NOR INTA1829046D du 24 octobre 2018 portant nomination de Madame Françoise SOULIMAN en qualité de préfet de l'Ardèche ;

VU la demande enregistrée sous le n° 19910012, déposée complète le 28 mars 2019 par la société EURECAT FRANCE et publiée sur le site internet de l'État de la préfecture de l'Ardèche ;

VU l'accusé de réception du 5 avril 2019 attestant de la complétude du formulaire ;

CONSIDERANT que l'augmentation des stockages de catalyseurs est réalisée dans le périmètre du site autorisé et qu'il n'y a pas de nouvelle surface consommée ;

CONSIDERANT que les procédés industriels mis en œuvre sur le site ne sont pas concernés par le projet et qu'ils ne sont ni modifiés, ni déplacés ;

CONSIDERANT que le projet n'engendre pas de rejets atmosphériques ou aqueux supplémentaires ;

CONSIDERANT que les règles de stockages et les dispositifs présents sur le site permettent d'éviter tout risque de pollution accidentelle ;

CONSIDERANT que le risque d'auto échauffement pour certain type de catalyseurs est extrêmement faible et avec des zones d'effets réduites à quelques mètres ;

CONCLUANT au regard de ce qui précède, compte tenu des caractéristiques du projet présenté dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, que le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale.

DECIDE

Article 1 : Décision

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet d'augmentation des capacités de stockage de catalyseurs sur la commune de LA-VOULTE-SUR-RIHÔNE, présenté par la société EURECAT FRANCE, objet de la demande n°19910012, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 : Autres obligations

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

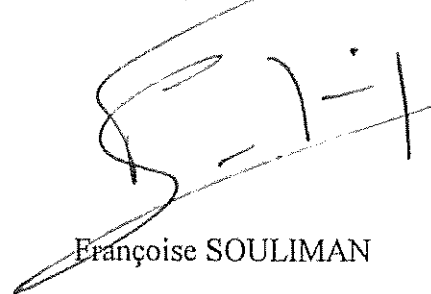
Article 3 : Délais et voies de recours

Cette décision ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Article 4 : Publication

La présente décision sera notifiée à la société EURECAT FRANCE et sera publiée sur le site internet des services de l'État de la préfecture de l'Ardèche.

Privas le, 10 AVR. 2019



Françoise SOULIMAN